

Éric PICHET

**L'ISF 2010 :
THÉORIE ET PRATIQUES**

11e édition à jour au 1er janvier 2010

SOMMAIRE

TABLE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES	1
PRÉFACE À LA DIXIÈME ÉDITION	5
AVERTISSEMENT AU LECTEUR	7
INTRODUCTION.....	15
1.	
Où commence la fortune ?	16
2.	
Que doit-on inclure dans le patrimoine ?	17
3.	
L'ISF : un impôt idéologique, marginal et symbolique	19
4.	
Les dix grandes caractéristiques de l'ISF.	22

Première partie : Qu'est-ce que l'ISF ?

CHAPITRE I : UNE BRÈVE HISTOIRE DE L'ISF.. 27

1.	
La genèse d'un impôt sur le patrimoine en France.	27
2.	
La création de l'IGF : un psychodrame national.	30
3.	
De l'IGF à l'ISF.	36

CHAPITRE II : L'IMPÔT SUR LA FORTUNE EN FRANCE ET DANS LE MONDE..... 59

1.	
L'impôt sur la fortune dans les pays étrangers.	59
Conclusion	63

CHAPITRE III : LE CADRE JURIDIQUE DE L'ISF 65

1.	
Les sources juridiques de l'ISF	66
2.	
La hiérarchie des normes.....	72
3.	
La hiérarchie des organismes et tribunaux.	86
4.	
Quelques questions juridiques pendantes.	89

Deuxième partie : Les personnes et les biens imposables

CHAPITRE IV : LES PERSONNES IMPOSABLES .. 95

1.	
La notion-clé de foyer fiscal	96
2.	
La détermination du domicile fiscal des assujettis.	102
3.	
L'incidence des conventions fiscales bilatérales :	110
4.	
Les différents cas de figure concernant les non-résidents.....	116
5.	
Le régime des impatriés.	120
6.	
Quelle est votre situation au regard de l'ISF ?	120

CHAPITRE V : LES BIENS IMPOSABLES..... 123

1.	
Les principes de la propriété des biens pour le fisc.	123
2.	
Les biens, droits et valeurs à déclarer.....	137

CHAPITRE VI : LES BIENS EXONÉRÉS EN TOUT OU EN PARTIE 157

1.	
Les biens et droits qui bénéficient d'une exonération totale.....	158
2.	
Les biens bénéficiant d'une exonération partielle.	229

CHAPITRE VII : LE PASSIF DÉDUCTIBLE..... 241

Troisième partie : Évaluer son patrimoine imposable et payer son ISF

CHAPITRE VIII : L'ÉVALUATION DU PATRIMOINE IMPOSABLE 255

1.	
L'actif	257
2.	
Méthodes d'évaluation spécifiques a chaque catégorie de biens	263

CHAPITRE IX : DÉCLARATION, CALCUL ET PAIEMENT DE L'ISF. 309

1.	
Les obligations déclaratives du redevable.	309
2.	
Le calcul du montant de l'ISF.	316
3.	
Le paiement de l'ISF.	331
4.	
Un exemple de calcul et de déclaration.	340
5. Le mécanisme du bouclier fiscal.	352

Quatrième partie : Les relations avec le fisc et l'optimisation fiscale

CHAPITRE X : LE CONTRÔLE ET LE CONTENTIEUX DE L'ISF 357

1.	
Le droit de contrôle de l'administration	358
2.	
Le redressement fiscal de l'ISF.	372
3.	
Le contentieux et sa procédure	385
Conclusion	394

CHAPITRE XI : COMMENT OPTIMISER SON ISF.397

1.	
Ce qu'il ne faut pas faire	398
2.	
Les solutions légales mais radicales.	402
3.	
Les solutions illégales mais fréquemment adoptées et quasiment incontrôlables.	409
4.	
Les solutions raisonnables et légales.	412
Conclusion	428

Cinquième partie : Faits et chiffres sur l'isf

CHAPITRE XII : STATISTIQUES SUR L'ISF 431

1.	
L'origine des données sur l'ISF.	432
2.	
Le nombre de redevables et le rendement de l'ISF.....	433
3.	
L'impact des mesures de limitation de l'ISF.	444
Conclusion : un portrait-robot de l'assujetti à l'ISF.	446
Conclusion	447
1.	
L'ISF : un impôt utile ?.....	448
2.	
L'ISF : un impôt néfaste ?.....	451
3.	
Un impôt à réformer.	453

Annexes

ANNEXE 1 : ARTICLES DU CGI SUR L'ISF..... 459

ANNEXE 2 LEXIQUE ET INDEX ALPHABÉTIQUE489

ANNEXE 3 : LISTE DES CONVENTIONS FISCALES SIGNÉES PAR LA FRANCE CONCERNANT L'ISF. 527

ANNEXE 4 : COEFFICIENTS D'ÉROSION MONÉTAIRE	531
ANNEXE 5 : LE BÊTISIER DE L'ISF.....	535
ANNEXE 6 : INDEX DES NOMS PROPRES	539
ANNEXE 7 : INDEX NOMS COMMUNS	545

TABLE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

Pour la signification des sigles, se reporter au lexique en Annexe II.

ADP :	Action à dividende prioritaire
AGIRC :	Association générale des institutions de retraites des cadres
AJT :	Agence judiciaire du Trésor
AN :	Assemblée nationale
ARRCO :	Association des régimes de retraite complémentaires
ASMEP :	Association des moyennes entreprises patrimoniales
ATD :	Avis à tiers détenteur
BA :	Bénéfices agricoles
BALO :	Bulletin des annonces légales obligatoires
BIC :	Bénéfices industriels et commerciaux
BN :	Bénéfice net
BNC :	Bénéfices non commerciaux
BOI :	Bulletin officiel des impôts
CA :	Chiffre d'affaires
CAA :	Cour d'appel administrative
CAC-40 :	Indice Cotation assistée en continu
CADA :	Commission d'accès aux documents administratifs
CC :	<i>Code civil</i>
CDI :	Centre des impôts
CE :	Conseil d'État
CEDH :	Cour européenne des droits de l'homme
CEE :	Communauté économique européenne
CEL :	Compte épargne logement
CFMO :	Comité fiscal de la mission d'organisation administrative
CJCE :	Cour de Justice des Communautés européennes
CGI :	<i>Code général des impôts</i>

CNAF :	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAV :	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNPF :	Confédération nationale du patronat français
COB :	Commission des opérations de Bourse
CODEVI :	Compte pour le développement industriel
CRDS :	Contribution au remboursement de la dette sociale
CSG :	Contribution sociale généralisée
CSP :	Contrôle sur pièces
DG :	Directeur général
DGA :	Directeur général adjoint
DGI :	Direction générale des impôts
DNVSF :	Direction nationale des vérifications de situations fiscales
DOM :	Départements d'outre-mer
DRESG :	Direction des résidents à l'étranger et des services généraux
EPCS :	Établissement public de coopération scientifique
EPCSCP :	Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel
ESFP :	examen d'ensemble de la situation fiscale personnelle
EURL :	entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
FCC :	fonds commun de créances
FCP :	fonds commun de placement
FICOPA :	fichier des comptes bancaires consultable par le fisc
GAF :	groupement agricole foncier
GFA :	groupement foncier agricole
GFR :	groupement forestier et rural
GIE :	groupement d'intérêt économique
HT :	hors taxe
IF :	impôt sur la fortune
IGF :	impôt sur les grandes fortunes
INSEE :	Institut national de la statistique et des études économiques
IR :	impôt sur le revenu
IRPP :	impôt sur le revenu des personnes physiques
IS :	impôt sur les sociétés
ISF :	impôt de solidarité sur la fortune
JO :	Journal officiel
JOAN :	Journal officiel des questions écrites de l'Assemblée nationale
JOS :	Journal officiel des questions écrites du Sénat
LPF :	Livre des procédures fiscales
LRAR :	lettre recommandée avec accusé de réception
MBA :	marge brute d'autofinancement
MEDEF :	Mouvement des entreprises de France
MEP :	moyenne entreprise patrimoniale
MF :	million de francs
MOA :	mission d'organisation administrative
MONEP :	marché des options négociables de Paris
NIR :	numéro d'identification au répertoire des personnes
NRE :	nouvelles régulations économiques
OCDE :	organisation de coopération et de développement économique

ŒIL :	Observatoire des évaluations immobilières locales
PACS :	pacte civil de solidarité
PDG :	président directeur général
PEL :	plan d'épargne logement
PER :	price earning ratio
PC :	Parti communiste
PMU :	Parti mutuel urbain
POS :	plan d'occupation des sols
PS :	Parti socialiste
RES :	reprise d'une entreprise par ses salariés
RMI :	revenu minimum d'insertion
RSA :	Revenu de solidarité active
RPR :	Rassemblement pour la République
SA :	société anonyme
SAFER :	société d'aménagement foncier et rural
SAS :	société par actions simplifiée
SCA :	société coopérative agricole
SCI :	société civile immobilière
SCP :	société civile professionnelle
SCPI :	société civile de placement immobilier
SDPHO :	superficie développée pondérée hors œuvre
SEF :	Société d'épargne forestière
SICA :	société d'intérêt collectif agricole
SICAV :	société d'investissement à capital variable
SLF :	service de la législation fiscale
SNC :	société en nom collectif
SOPARFI :	société de participation financière
TEPA :	Loi sur le Travail, l'Emploi et le pouvoir d'achat
TGI :	tribunal de grande instance
TOM :	territoire d'outre-mer
TVA :	taxe sur la valeur ajoutée
UDF :	Union pour la Démocratie française
UMP :	Union

Préface à la onzième édition

« J'aurais mille choses à représenter dans cette préface, mais comme je ne le saurais faire sans une longueur excessive, qui rebuterait d'abord les lecteurs, j'aime mieux me gêner moi-même, que de ne pas ménager leur délicatesse. »

« Préface » du *Dictionnaire historique et critique*,
Pierre BAYLE, Rotterdam, 1697.

Depuis la sortie de la première édition du GUIDE PRATIQUE DE L'ISF en 1998, d'importants changements ont affecté l'ISF. Le législateur a en effet remanié, d'abord dans le sens de l'alourdissement jusqu'en 2002, cet impôt emblématique. À ce titre, la mesure la plus spectaculaire (mais qui ne concerne qu'un millier de redevables) a été la création d'une 6^e tranche à un taux majoré de 1,8 % à compter du 1^{er} janvier 1999. En revanche, depuis 2003, on assiste à

un véritable « détricotage » de l'ISF, les nouvelles mesures allant quasiment toutes dans le sens de l'allègement. Ainsi, la loi du 1^{er} août 2003, dite Loi DUTREIL a apporté trois mesures d'assouplissement de l'ISF, il en est de même en 2006 avec la création du bouclier fiscal et une exonération des trois-quarts sur la valeur des actions détenues par les salariés dans leur entreprise.

Les discussions du projet de loi de Finances pour 2006 devant l'Assemblée nationale ont notamment porté sur : l'actualisation du barème de l'ISF et son indexation sur les prix, la question de la taxation de la résidence principale, le « plafonnement du plafonnement » de l'impôt par rapport au revenu. Les trois principales modifications ont concerné l'indexation du barème sur les prix à la consommation (1,8 % en 2005 arrondi au millier d'euros), le bouclier fiscal et, sous certaines conditions, l'exonération des trois-quarts des actions détenues par des salariés.

L'année 2007 a été particulièrement riche, puisqu'à défaut de le supprimer, la nouvelle majorité présidentielle a pris des mesures pour en réduire la nocivité économique via la loi TEPA du 22 août 2007 et via la Loi de finances pour 2008.

L'année 2008 a apporté aussi son lot de modifications mineures (globalement favorables au contribuable) et une mesure correctrice destinée à neutraliser l'imagination sans bornes des consultants en ingénierie patrimoniale qui avait utilisé astucieusement les failles de la loi TEPA pour créer des holdings destinés à investir sans risque 75 % de l'ISF dû avec une clause de sortie en garantie ce qui n'était certes pas l'idée originelle de l'hyperprésident et du législateur qui souhaitaient favoriser l'apport en fonds propres des entreprises.

L'année 2009 est une année de transition pour l'ISF avec quelques modifications mineurs et toujours le fameux débat sur la nécessité de supprimer l'ISF, en échange par exemple de la suppression du bouclier fiscal...

Mais, indépendamment des dispositions législatives des dernières lois de finances et des jurisprudences les plus récentes, qui ont été ajoutées et commentées, le redevable trouvera dans cette onzième édition des ajouts consécutifs aux nombreuses remarques faites par les lecteurs des éditions précédentes.

J'invite de nouveau les lecteurs à me faire part de leurs réactions, élogieuses ou cinglantes, les critiques sont également appréciées et je lis toujours avec attention l'important courrier (par voie postale ou par e-mail) que m'ont valu les précédentes éditions. Qu'il me soit permis ici de remercier les lecteurs des années passées qui ont eu la judicieuse idée de remplacer l'habituel point d'exclamation en marge par un petit mail. Je leur demande, une fois de plus, de ne pas se formaliser outre mesure du retard, voire de la concision des réponses qui leur sont apportées : pour des raisons évidentes, il ne m'est pas possible de leur répondre individuellement et de manière approfondie. Cependant, les critiques ou précisions que m'apportera cette édition seront prises en compte pour... la douzième édition prévue en avril 2011.

Enfin, le titre du livre a changé en 2006 s'intitule désormais L'ISF 2009, Théorie et pratiques pour mieux traduire les deux aspects, théorique et pratique de ce travail.

Éric PICHET
Les Éditions du Siècle
37 rue des Landes
78400 CHATOU
epichet@lesiecle.fr

Avertissement au lecteur

À qui s'adresse ce livre ?

L'objectif premier de livre est de permettre aux personnes « assujetties à l'ISF » (pour reprendre la délicate prose de l'administration fiscale) de maîtriser au mieux cet impôt afin de remplir le fameux formulaire N° 2725 que tout redevable doit envoyer avant le 15 juin (le cachet de la poste faisant foi). Il s'agit également, dans une perspective patrimoniale à moyen et long terme, de proposer au contribuable des conseils d'optimisation fiscale raisonnables et raisonnés, destinés à réduire le montant de son ISF.

Ce livre s'adresse donc d'abord aux quelque 550 000 foyers (538 000 foyers en juillet 2009 contre 548 000 à la même date en 2008) qui devront remplir une déclaration d'ISF en 2010. En effet, si les conseillers ne manquent pas pour les aider à s'acquitter au mieux de leur impôt, il est toujours utile aux personnes imposables d'avoir une vision globale de l'ISF.

Bien entendu, ce livre servira également aux experts qui conseillent les redevables, et qui seraient environ 50 000 en France. Même les agents des impôts pourront s'y reporter avec profit, celui-ci étant, je l'espère, plus convivial que l'austère *Bulletin officiel des impôts*.

Enfin, il sera utile à tous ceux qui cherchent à mieux comprendre le patrimoine des Français, étudiants, universitaires ou économistes qui trouveront dans la 5^e partie *Faits et chiffres sur l'ISF* de quoi satisfaire leur curiosité avec de nombreuses données statistiques sur l'ISF et les redevables. On ne se lasse pas en effet de constater, notamment à la lecture des débats enflammés qu'a suscités et que continue de susciter cet impôt, à quel point l'ISF intéresse autant ceux qui le paient que ceux qui ne le paient pas.

Pourquoi ce livre ?

Ce livre est né du constat que l'ISF, impôt qui déchaîne les passions pour un rendement pourtant assez faible (de l'ordre de 3,8 milliards d'euros par an) est essentiellement déclaratif : il incombe donc au redevable de remplir une déclaration détaillée de ses biens et de ses dettes, de les évaluer à leur « valeur vénale », ce qui est loin d'être évident, et d'expédier le tout, accompagné de son paiement, dans les délais fixés par la loi (pour les résidents français avant le 15 juin 2010) à son centre des impôts (celui auquel il adresse sa déclaration de revenus).

Instauré par la Gauche et perçu pour la première fois en 1982, l'impôt sur le patrimoine, qui portait alors le nom symbolique « d'impôt sur les grandes fortunes », s'est complexifié au fil des lois de finances. Le redevable doit désormais naviguer à travers des mécanismes aussi obscurs que les subtilités du « plafonnement » (mesure favorable aux assujettis adoptée par le gouvernement Rocard) puis du « déplafonnement du plafonnement au-delà de la 3^e tranche de l'ISF » (mesure défavorable aux contribuables et mise en place par le gouvernement Juppé). La réforme de l'ISF de 1998 s'est traduite, comme on pouvait s'y attendre, par un alourdissement de la charge imposable (création d'une nouvelle tranche à 1,8 % au-delà de 100 millions de francs de patrimoine net imposable, intégration définitive de la fameuse surtaxe « temporaire » Juppé dans le barème) et par une réduction des « niches » susceptibles d'être exploitées par le redevable en quête d'optimisation fiscale. En outre, parmi les biens de l'assujetti, les uns sont exonérés totalement (objets d'art ou biens professionnels) et d'autres partiellement (forêts ou certains biens ruraux). Il est donc impératif de dresser une liste aussi exhaustive que possible des « biens, droits et valeurs » détenus par le redevable.

Une dernière raison m'a décidé à entreprendre la rédaction de ce livre : elle provient de l'incroyable facilité qu'ont les fiscalistes à user d'un vocabulaire abscons pour rendre encore plus impénétrable un domaine déjà difficile d'accès. J'ai donc cherché systématiquement l'équilibre entre la nécessaire précision du propos et l'usage d'un langage simple, dépouillé et non ésotérique.

Que trouve-t-on dans ce livre ?

La partie consacrée à l'évaluation des biens est la plus importante de ce livre et en quelque sorte son coeur. En effet, des nombreux entretiens menés pour rédiger ce livre, il ressort très clairement que la principale difficulté du redevable consiste, et de loin, à évaluer son patrimoine correctement. J'ai traité cette question en citant de nombreux exemples, en m'appuyant autant que possible sur la jurisprudence la plus récente et en proposant au lecteur de multiples tableaux et barèmes officiels ou professionnels (comme la valeur vénale des terres agricoles, qui fait l'objet d'un relevé départemental publié tous les ans au Journal officiel, la valeur des fonds de commerce, de l'immobilier dans les principales villes...). Pour les valeurs mobilières cotées, on se reportera à la Cote officielle qui paraît dans l'ensemble des magazines financiers et qui donne les cours ISF en mai 2010. Afin de déjouer toutes les embûches liées à la sacro-sainte notion de « valeur vénale », rien ne vaut les exemples concrets et chiffrés, que j'ai donc systématiquement produits pour chaque type de biens.

Plus généralement, et chaque fois que l'actualité le permettait, j'ai rapporté les exemples réels, les anecdotes ou les affaires qui ont un lien direct avec l'ISF, pour proposer un éclairage à la fois instructif et amusant. La désormais célèbre affaire Pinault découverte en novembre 1997 mérite qu'on s'y arrête, l'affaire du gagnant du Loto du jour de Noël 1997 qui a attendu (à tort) le début de l'année 1998 pour toucher son chèque dans le seul but d'éviter de payer l'ISF (ce qui lui a coûté au bas mot 1 000 euros par jour) montre également tout l'intérêt d'une parfaite maîtrise de cet impôt. Bien entendu,

les arrêts les plus importants de la Cour de cassation, juge suprême des litiges relatifs à l'ISF, feront l'objet d'analyses approfondies : on ne saurait réaliser une monographie sur l'ISF sans étudier en détail le long marathon judiciaire qui est à l'origine de l'arrêt Fleury permettant à chaque redevable d'appliquer une décote de 20 % sur la valeur vénale de sa résidence principale.

Quelle est la méthodologie adoptée ?

Mon approche, celle d'un professeur de finance et d'un spécialiste du patrimoine, n'est pas purement technique et ne se résume pas à l'exégèse des articles du CGI. S'il faut, bien sûr, connaître parfaitement les règles du jeu fiscal (le lecteur trouvera dans le corps du texte des extraits du CGI et en annexe et *in extenso* les articles du CGI qui concernent l'ISF), la loi fiscale n'est pas sortie tout armée de la cuisse de Jupiter. Elle est en général l'aboutissement d'un long processus de mûrissement des mentalités. C'est particulièrement vrai pour l'imposition du patrimoine en général et pour l'ISF en particulier, puisqu'entre les premiers projets de Caillaux (un stakhanoviste de l'impôt auquel on doit déjà l'impôt sur le revenu) en 1913 et la création de l'IGF en 1982, il s'est écoulé près de 70 ans... ce qui, on en conviendra, représente une respectable période de gestation (pour l'impôt sur le revenu, 40 années avaient suffi).

Je me suis toujours placé dans l'optique du contribuable et non pas dans celle de l'étudiant abordant un impôt en quelque sorte abstrait qui ne le touche pas autrement que comme sujet d'étude. C'est pourquoi, pour la rédaction de nombreux chapitres de ce livre, j'ai repris l'approche de l'administration, approche qui peut paraître bien irrationnelle à l'économiste : ainsi dans le chapitre consacré aux types de biens, la liste des objets d'art exonérés fait plus penser à Prévert qu'à Descartes. Je n'ai jamais perdu de vue que l'objectif de ce livre était de faciliter le travail déclaratif du contribuable et non pas de disserter sur le sexe des anges fiscaux (au demeurant assez peu nombreux).

Enfin, dans mes conseils d'optimisation fiscale, je n'ai à aucun moment cédé à la tentation de l'illégalité, qui consisterait à suggérer des solutions séduisantes mais illégales, risquant d'entraîner un redressement ultérieur. Les conseils fiscaux qui les avancent s'assurent souvent des succès d'estrate, de curiosité ou de librairie selon le public, mais ces tactiques éphémères laissent ensuite leurs lecteurs bien seuls face à l'administration fiscale, qui sera d'autant plus inflexible que le montage est en général délibérément frauduleux. Je propose donc toujours des conseils légaux, raisonnables et raisonnés, la plupart du temps sur une base pluriannuelle, car les arbitrages au sein d'un patrimoine ne se font sérieusement que dans la durée. Et n'allez pas croire que les déboires des montages fiscaux séduisants n'arrivent qu'aux autres, aux plus crédules. On évoquera avec nostalgie le souvenir du cardinal de Retz, expert en friponneries en tout genre, qui rappelait avec pertinence : « Les gens les plus défiants sont souvent les plus dupes ».

Quel est le plan de ce livre ?

Pour traiter de manière complète de cet impôt singulier qu'est l'ISF, j'ai donc suivi une méthodologie stricte qui se traduit par le plan suivant, en chapitres répartis en cinq grandes parties :

D'abord il s'agit d'exposer l'influence essentielle du politique dans la création et la définition de cet impôt : tel est le rôle assigné à la première partie *Qu'est-ce que l'ISF ?* qui comprend l'introduction et le chapitre initial *Une brève histoire de l'ISF*, le deuxième chapitre *L'impôt sur la fortune aujourd'hui en France et dans le monde* et *Le cadre juridique de l'ISF* qui fait l'objet du chapitre III.

La seconde partie s'intéresse aux personnes et aux biens imposables. On y trouvera donc le chapitre IV *Les personnes imposables* qui définit avec précision le statut des personnes imposables en fonction de leur situation matrimoniale (célibataires, mariés, divorcés, concubins et cocontractants d'un PACS) et du rattachement des enfants au foyer fiscal, et qui explicite la différence essentielle entre un résident et un non-résident. Le chapitre V *Les biens imposables* dresse une liste aussi complète que possible des biens et droits à recenser. À ce stade, on n'abordera pas le délicat problème de l'évaluation, on se bornera à dresser un inventaire des *biens imposables* (chapitre V), des *biens exonérés en tout ou partie* (chapitre VI), sans oublier le *passif déductible* (chapitre VII).

La phase d'évaluation occupe la 3^e partie de ce livre avec *L'évaluation du patrimoine imposable* (chapitre VIII), et *La Déclaration, le calcul et le paiement de l'ISF* (chapitre IX). Dans ce dernier chapitre, on détaillera le mode de calcul de l'ISF selon le barème en vigueur en intégrant les réductions pour enfants à charge par exemple, et l'on explicitera le calcul complexe du « plafonnement en fonction du revenu », puis du « déplafonnement du plafonnement ». On analysera le mécanisme du bouclier fiscal (qui porte fort mal son nom, il s'agit en réalité d'une voiture-balai qui permet a posteriori d'éviter un prélèvement excessif). Enfin, on rappellera les obligations du contribuable, d'autant plus importantes qu'il s'agit d'un impôt déclaratif.

La 4^e partie s'intéresse aux relations entre le fisc et le contribuable. J'y développe les modalités du droit de contrôle de l'administration, que ce soit vis-à-vis du redevable ou vis-à-vis des tiers, ainsi que les procédures contentieuses (chapitre X : *Le contrôle et le contentieux de l'ISF*). On y trouvera des conseils pour faire face à un contrôle et les différents recours possibles, depuis les demandes d'éclaircissement jusqu'à la saisine de la Justice, sans omettre, pour les plaideurs invétérés qui sont légion en matière fiscale, les deux instances européennes utiles au contribuable (la Cour de Luxembourg et celle de Strasbourg). Toujours dans un registre pratique, le chapitre XI intitulé *Comment optimiser son ISF* propose les différentes alternatives offertes au contribuable pour réduire au maximum son ISF, de celles qu'il est préférable ne pas tenter (ne pas faire de déclaration ou omettre des biens par exemple) aux solutions radicales – et légales – mais lourdes de conséquences sur la vie quotidienne du redevable, comme l'expatriation ou l'investissement systématique dans des biens totalement ou partiellement exonérés. Enfin, j'exposerai en détail certaines solutions que j'estime raisonnables et qui, souvent, nécessitent une stratégie patrimoniale pluriannuelle.

Quant à la 5^e partie intitulée *Faits et chiffres sur l'ISF*, elle est destinée plus particulièrement aux étudiants ou aux personnes intéressées par l'ISF comme champ d'étude sociologique : le chapitre XI comprend *Les statistiques sur l'ISF*. Sept annexes parachèvent ce livre avec les nombreux textes concernant cet impôt, ainsi que les tableaux et barèmes nécessaires essentiellement à l'évaluation des biens et droits. On y trouvera donc *Les articles du CGI* (annexe 1), un important *Lexique* (annexe 2) qui ne retient que le sens des termes en relation avec l'ISF, La liste des conventions fiscales signées par la France concernant l'ISF (annexe 3), Le tableau des coefficients de réévaluation des prix (annexe 4), un bétisier de l'ISF (annexe 5) qui poursuit une carrière prometteuse, un index des noms propres (annexe 6) et enfin un index des noms communs (annexe 7).

Point très important pour faciliter la lecture de ce livre, il n'est nullement besoin d'ouvrir ce livre à la première page en ne s'arrêtant qu'à la dernière pour en tirer profit. Il a été conçu pour permettre au lecteur pressé de trouver une réponse claire à une question précise. Il est donc tout à fait possible de se reporter directement à tel ou tel chapitre. Pour faciliter la tâche du lecteur, une liste des mots-clés est proposée en annexe.

Avant de clore cet avertissement, il me reste à remercier tous ceux qui m'ont permis de rédiger ce livre, et tout particulièrement mes étudiants de l'Institut du management du patrimoine et de l'immobilier (IMPI), le mastère spécialisé en gestion de patrimoine de Bordeaux École de management, car ce livre est né d'un cours de fiscalité patrimoniale réalisé pour ce 3^e cycle. Je remercie également les personnes qui ont accepté de participer aux nombreux entretiens qui ont permis d'enrichir ce livre, tout particulièrement M. Unterhalt, responsable de l'agence immobilière Jouy Immobilier Conseil (à Jouy-en-Josas), pour ses précieuses remarques. Enfin, ma gratitude va à Marie Housseau pour la mise en pages.

Même si cette monographie se veut la plus exhaustive possible, certains éléments ont pu m'échapper. J'encourage vivement les lecteurs qui souhaiteraient me faire part de leurs remarques ou suggestions, ainsi que de leurs expériences heureuses ou malheureuses en la matière. Ces apports pourront utilement servir pour la prochaine édition.

Achevé le 2 avril 2010

Pour contacter l'auteur :

Éric PICHET,

LES ÉDITIONS DU SIÈCLE

37, rue des Landes

78400 CHATOU

epichet@lesiecle.fr

BEM-Bordeaux Management School

Institut du Management du Patrimoine et de l'Immobilier (IMPI)

Tél. : 05 56 84 22 04

fax : 05 56 84 55 80

Ou par e-mail : epichet@lesiecle.fr

Introduction

« Tout l'art de l'impôt consiste à plumer l'oie pour lui soutirer le plus grand nombre de plumes avec le moins de cris possible. »

COLBERT

L'Impôt de Solidarité sur la Fortune, plus célèbre sous son sigle d'ISF, reste souvent qualifié d'« impôt sur la fortune », y compris par l'administration fiscale. Cet usage est impropre car il sous-entend que la fortune commence à 790 000 euros de patrimoine, ce qui est loin d'être conforme à la réalité (même si cette erreur d'appréciation est partagée par la très grande majorité des Français). Le fait de posséder un appartement de 200 mètres carrés dans un des beaux quartiers de Paris ne saurait suffire, loin s'en faut, à identifier une « fortune ». Si le terme d'impôt sur la fortune est usité au point d'être passé dans le langage courant, cela est dû au fait que l'ISF est le second avatar de l'impôt français sur le patrimoine, créé, pour la première fois en France, par le gouvernement Mauroy sous le vocable d'« impôt sur les grandes fortunes » (IGF), puis supprimé par le gouvernement Chirac en 1986. Si l'IGF a été porté sur les fonts baptismaux en 1981 avec la liturgie si caractéristique du « peuple de gauche », la création de l'ISF en 1988 est passée presque inaperçue. En se réincarnant dans une nouvelle loi, l'impôt français sur le patrimoine n'a fait que changer de nom, comme pour consacrer la conversion définitive du Parti socialiste à l'économie de marché. En rejetant le qualificatif par trop péjoratif de « grandes fortunes » dans les poubelles de l'histoire, le gouvernement Rocard affichait alors un esprit qui n'était plus revanchard mais inaugurait un nouvel impôt destiné à réduire les inégalités sociales (on ne parlait pas encore de fractures sociales) en prélevant sur les riches ce qu'on allait donner aux pauvres sous forme de RMI. Bien entendu, très rapidement et selon un processus tout malthusien, le coût du RMI a progressé géométriquement alors que le produit de l'ISF se contentait d'une « modeste » progression arithmétique. Les conséquences de cette double évolution sont édifiantes : en 2009 l'ISF a rapporté environ 3,7 milliards d'euros (contre 3,8 milliards en 2008), alors que sur la même période, le RSA coûtait plus de 6 milliards d'euros.

1. Où commence la fortune ?

« Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne. »

GUIZOT

Si l'homme de la rue place le seuil de la fortune à partir de 200 000 euros environ (c'est-à-dire à peine plus que le patrimoine moyen du foyer fiscal français), la barre symbolique du million de dollars (700 000 euros environ au 1^{er} janvier 2010) constitue traditionnellement le seuil psychologique d'un patrimoine digne de ce nom. Mais, à ce niveau-là, le terme de « fortune » est encore très excessif. Les Américains (orfèvres en matière d'argent) ont coutume de dire que l'on commence à exister sur le plan patrimonial à partir d'un million \$. Ainsi dans une étude parue en 2000, la banque Morgan Stanley recensait environ 10 millions de millionnaires en dollars dans le monde (les *High Net Worth Individuals*). En France, grâce aux informations statistiques provenant du traitement de l'ISF, on peut estimer à environ 200 000 familles les patrimoines supérieurs au million de dollars.

Mais la fortune, la vraie, commence beaucoup plus haut. Interrogeons quelques experts en la matière. L'inévitable Bill Gates, président de Microsoft et, accessoirement, détenteur de la première fortune privée du monde jusqu'en 2009 (Carlos Slim étant dorénavant depuis 2010 la première fortune mondiale avec 53,3 milliards \$) avec un montant de l'ordre de 53 milliards \$ en 2009 (soit 37,1 milliards d'euros), s'assure régulièrement la sympathie des foules en se qualifiant « d'individu ridiculement riche » et ajoute dans la foulée qu'à partir de 10 millions \$ (soit 8,5 millions d'euros), on est excessivement riche. De la même manière, Nicolas Hayek, le créateur de la marque Swatch situe le seuil de la fortune à 10 millions de francs suisses (7 millions d'euros). Les banques spécialisées dans la « gestion de fortune » abondent dans

ce sens : elles ont fixé, à côté du seuil de la première tranche de l'ISF de 790 000 euros qui assure au client un ticket d'entrée dans la « gestion de patrimoine », un second seuil plus significatif pour leur clientèle de très haut de gamme et qui se situe aux environs de 8 millions d'euros. À partir de ce second seuil on parle non plus de « gestion de patrimoine » mais de « gestion de fortune » : la nuance est d'importance.

Bref, selon les spécialistes du patrimoine, il existe bien deux seuils de richesse : le premier (le petit seuil) se situerait aux alentours d'un million \$ soit autour de 700 000 milliers d'euros, et le second, le seuil de la Fortune, serait plutôt de 8 millions d'euros. Entre ces deux bornes on serait un « petit riche », au-delà du second seuil on disposerait d'une fortune.

La vision du législateur en France est, curieusement, assez conforme à l'approche des conseillers en patrimoine, puisque le seuil de taxation du patrimoine est, au 1^{er} janvier 2009 pour l'ISF à acquitter le 15 juin 2009, de 790 000 euros et que la tranche maximale, avant l'instauration d'une 6^e tranche de 16 480 000 euros (au 1^{er} janvier 2009) en 2005 était à environ 6,9 millions d'euros. On notera qu'aucun changement n'a été effectué pour 2010 concernant les tranches d'imposition. Le législateur a donc une notion de la fortune beaucoup plus réaliste que celle du Français moyen...

2. Que doit-on inclure dans le patrimoine ?

« Capital et revenu ne prennent un sens que par rapport aux calculs et aux décisions de sujets économiques qui transforment des ressources non permanentes en une source (capital) susceptible de fournir un flux de biens et de services pendant une période ou une série de périodes (revenus). »

R. BARRE, *Économie politique*.

Le terme de « fortune », dont les relents de lutte des classes étaient un peu trop prégnants, est passé à la trappe, au moins dans les textes relatifs à l'ISF, pour être remplacé par des notions comme « patrimoine », « richesses » (souvent au pluriel), « capital » ou « actif net », tous termes plus techniques et surtout, plus neutres idéologiquement.

Le problème sémantique ainsi réglé, la question de la définition du patrimoine reste entière : que doit-on inclure dans le patrimoine, dans la fortune d'une personne physique ?

L'homme de la rue dirait qu'il faut prendre en compte les biens immobiliers, les titres, les comptes en banque, les meubles et les voitures. Le député y a ajouté « l'ensemble des droits et valeurs qui composent le patrimoine du redevable », sans oublier des actifs immatériels aussi divers que la valeur capitalisée des rentes viagères reçues en contrepartie de l'aliénation d'un bien, les fonds de commerce, ou les contrats d'assurance-vie rachetables.

On peut d'ailleurs s'interroger sur la pertinence de cette notion de patrimoine qui induit de fortes distorsions entre catégories socioprofessionnelles. Un cadre supérieur de 60 ans serait certainement surpris d'apprendre que ses droits à la retraite, qu'il n'a sans doute jamais cherché à valoriser, représentent souvent la majeure partie de son patrimoine, bien avant sa résidence principale ou son portefeuille-titres. En effet, une rente mensuelle de 2 000 euros à 60 ans représente l'équivalent d'un patrimoine de plus de 300 000 euros selon le tarif des rentes viagères des notaires, et vraisemblablement plus en réalité, compte tenu de l'espérance de vie des cadres qui est supérieure à la moyenne. Si les droits à la retraite ne rentrent pas dans le patrimoine taxable à l'ISF, c'est d'une part pour des raisons politiques (il était difficile d'imposer une promesse de rentes viagères) mais surtout parce que ces droits sont non cessibles, et non transmissibles (sauf le cas particulier de la réversion). Pourtant le capital-retraite représenté par ces droits est bien réel et, toujours selon le barème des notaires, il représente bien, d'après une étude de la Direction de la prévision du ministère de l'Économie, deux fois le capital financier des ménages.

En poussant l'extension du champ patrimonial à l'extrême, on pourrait y inclure le patrimoine non financier d'un individu : son acquis culturel, son niveau d'éducation ou sa santé (on parle souvent significativement de capital-santé d'un individu). Un jeune sans travail de 25 ans ne disposera pas du même bagage (terme aussi très significatif) selon qu'il a poursuivi des études supérieures ou qu'il a quitté l'école à 16 ans avec un niveau proche de l'illettrisme. Tous ces atouts contribuent notablement à accroître les capacités de gain d'un individu dans la société moderne. Le principal problème, pour le fisc, c'est l'impossibilité qu'il y a à estimer le poids relatif et donc la valeur de ces différents « droits ». Ils représentent pourtant une part, certes difficilement quantifiable, mais très importante, du patrimoine. Enfin, l'exquise-

notion inventée, avec leur sens habituel de l'euphémisme, par les notaires lorsqu'ils parlent d'« espérance d'héritage » mérite d'être signalée et enseignée dans les formations de gestion de patrimoine. Il n'est pas nécessaire de l'explicitier plus avant.

Bref, si « les biens, droits et valeurs » imposables à l'ISF sont nombreux, il ne faut pas oublier qu'ils ne représentent qu'une part du patrimoine de chaque contribuable. Mais cela constitue, admettons-le, une mince consolation aux yeux du redevable...

3. **L'ISF : un impôt idéologique, marginal et symbolique**

« Il faut faire payer les riches. »

Le Programme commun de gouvernement de la gauche, 1972

3.1. **Un impôt né d'un parti-pris idéologique.**

Que l'IGF soit un impôt idéologique, il suffit de se pencher sur son berceau pour en être convaincu. On s'en souvient, à l'origine l'IGF devait être, après la victoire de la gauche en mai 1981, le symbole de la nouvelle société égalitaire, société dont l'édification devait passer, entre autres, par la taxation des grosses fortunes.

Autre signe de sa nature idéologique : les débats passionnés dont les deux assemblées parlementaires ont été les échos et qui ont connu des développements spectaculaires dans les médias de l'époque. On pense à Marc Chagall applaudissant la décision mitterrandienne d'exonérer les œuvres d'art, ou au vibrant plaidoyer d'Alain Decaux pour obtenir (sans succès d'ailleurs) l'exonération des monuments historiques. Dans l'autre camp, on se souvient des exigences du Parti communiste pour fixer un niveau de taxation de 15 % par an ou des craintes de certains hiérarques socialistes de voir, au fil des débats, l'assiette imposable se vider de sa substance en ne laissant subsister qu'un « impôt symbolique ». Devant le vacarme produit par les nombreuses passes d'armes parlementaires, le ministre du Budget de l'époque remarqua finement qu'« un impôt sur les passions serait de quelque rapport ».

Le Parlement ne fut d'ailleurs pas le seul lieu d'expression des mécontentements. Epernay, paisible bourgade cossue de la Champagne et capitale du vignoble champenois, fut le théâtre d'une manifestation stupéfiante où l'on vit, le 24 novembre 1981, près de 4 000 viticulteurs champenois envahir les rues sparnaciennes pour protester contre l'instauration de l'IGF baptisé « impôt sur le stock ». Pourtant, les manifestations de viticulteurs sont particulièrement rares puisqu'on n'en a dénombré que trois autres au cours du xx^e siècle : en 1911, en 1945 et en 1968 – et encore ne concernaient-elles qu'un problème spécifique aux viticulteurs champenois, à savoir les limites géographiques de l'appellation Champagne.

3.2. **Un impôt marginal.**

Dans l'ensemble des prélèvements fiscaux en France, l'ISF ne pèse vraiment pas lourd. En 2009, pour environ 212 milliards d'euros de recettes fiscales nettes d'État, il n'a représenté que 3,13 milliards d'euros, soit 1,5 % des recettes. De nombreux experts ont même rappelé que cet impôt coûtait en réalité plus cher à l'État qu'il ne lui rapportait. En fait, si le coût de recouvrement de l'ISF est modeste (600 personnes y sont affectés dans les services d'assiette qui contrôlent le calcul des droits de succession), il en va autrement du coût indirect. Selon mes estimations (voir l'étude « Les conséquences économiques de l'ISF » parue dans La Revue de droit fiscal n° 14 du 5 avril 2007 pages 10-20), les délocalisations dues à l'expatriation de personnes physiques directement imposables à l'ISF représentent environ 200 milliards d'euros de patrimoine, ce qui générerait environ 7 milliards d'euros de pertes fiscales par an (manque à gagner sur l'IR, sur la TVA, la taxe d'habitation, etc.) Dans la mesure où l'ISF rapporte environ 3 milliards d'euros par an, la perte nette serait donc de 2,8 milliards d'euros chaque année : un peu cher du symbole !

Autre preuve de son caractère marginal : le nombre de foyers concernés. En 1982, 117 000 foyers ont fait une déclaration et en 2009 ils étaient 539 000 foyers. Entre-temps, le seuil d'imposition est passé de 460 000 euros à 770 000 euros.

Si l'ISF est marginal au sein des recettes fiscales, l'accumulation des impôts sur le patrimoine qu'il induit ne l'est pas du tout. Depuis sa création, la France est en effet, un des derniers pays où coexistent un impôt sur les successions, un impôt sur la fortune et un impôt sur les plus-values.

3.3.

Un impôt à forte charge symbolique.

15 ans après la création de l'IGF et près de 10 ans après sa transformation en ISF, il est encore à l'origine de réactions épidermiques de la part de ceux qui le paient, comme d'ailleurs de ceux qui ne le paient pas. Les premiers ont le sentiment de subir une spoliation de leur épargne, et craignent le regard du fisc jusque chez eux (on doit théoriquement évaluer même le linge de maison !), les seconds considèrent parfois comme le comble de l'arrogance le fait de se plaindre d'être un nanti.

À cet égard, la publicité au second degré de la banque Barclays en juin 1996 avait visé juste. Avec l'humour anglais qui sied aux grandes banques britanniques, elle avait affiché une série de portraits de redevables (style XVI^e Nord) essuyant plus ou moins discrètement une larme avec pour tout commentaire : « cette année des milliers de personnes vont devoir payer l'ISF, SOS ISF : numéro vert... ». Cette publicité avait entraîné des réactions courroucées et parfois violentes : un journaliste avait même rendu compte de la colère d'un coursier parisien, qui, alors qu'il suivait un bus sur lequel s'affichait la publicité, avait craché sur l'affiche pour marquer son mépris.

C'est d'ailleurs pour avoir sous-estimé cette portée symbolique que le premier ministre Chirac, à l'origine de l'abrogation de l'IGF en 1986, aurait ouvert un boulevard à son rival lors de la présidentielle de 1988. Il ne restait plus au président sortant qu'à proposer la réintroduction d'un impôt sur le patrimoine pour gagner les voix des classes moyennes toujours sensibles aux discours électoraux sur le thème « encore des cadeaux aux riches ».

La meilleure preuve de la rémanence de la symbolique de l'ISF dans l'opinion a été donnée par le gouvernement Juppé qui, non content d'avoir instauré dès 1995 la surtaxe « temporaire » de 10 % sur le produit de l'ISF, a créé le désastreux « déplafonnement du plafonnement » qui a pour conséquence de faire payer par certains redevables plus d'impôts qu'ils n'ont de revenus.

Dans le domaine idéologique, « l'impôt sur les grandes fortunes » est un thème porteur. Il fait depuis longtemps partie du discours du PC, mais même ce dernier commence à faire preuve de souplesse sur la question. À l'occasion des législatives anticipées de 1997, son secrétaire général exigeait un quadruplement de l'ISF pour financer la politique sociale du futur gouvernement. En janvier 1998, le même secrétaire général ne réclamait plus qu'un doublement de l'impôt pour satisfaire « les justes revendications des sans-emploi concernant l'augmentation des minima sociaux ».

En 2009, l'ISF est, avec la retraite à 60 ans et les 35 heures une des trois vaches sacrées léguées par les gouvernements socialistes entre 1981 et 1998.

4.

Les dix grandes caractéristiques de l'ISF.

« L'impôt sur le revenu agit comme le mors, l'impôt sur le capital agit comme l'épée. »

Emile DE GIRARDIN, *Le socialisme et l'impôt*.

L'ISF est un impôt sur la détention du patrimoine, et non sur sa transmission. C'est ce qui fait sa nouveauté dans le paysage fiscal français. Les Français avaient en effet depuis longtemps l'habitude de payer un impôt (très impopulaire au demeurant) sur la transmission des biens par héritage à titre gracieux (les droits de succession), ou sur la transmission des biens à titre onéreux (les fameux frais, improprement appelés « frais de notaire », de 10 % sur les biens immobiliers).

Pour esquisser à grands traits un portrait de l'ISF, on peut en recenser dix grandes caractéristiques :

- c'est un impôt sur le patrimoine (c'est-à-dire sur les stocks et non pas sur les revenus) ;
- c'est un impôt sur le patrimoine net du redevable : il convient donc, pour l'ISF à acquitter en 2010, d'évaluer les actifs du foyer fiscal et d'en déduire les dettes au 1^{er} janvier 2010 ;
- c'est un impôt qui frappe les patrimoines au-delà d'un certain montant, et qui ne comporte donc pas d'effet de seuil dans la mesure où seule la fraction du patrimoine (imposable) supérieure à 790 000 euros (au 1^{er} janvier 2009) est taxable ;
- c'est un impôt progressif (son taux passe de 0,55 % à 1,8 % selon les tranches de patrimoine) et dont la progressivité est encore renforcée par l'exonération des premiers 790 000 euros de patrimoine net ;
- c'est un impôt qui ne concerne que les personnes physiques, à l'exclusion des personnes morales (comme les sociétés, les associations), ce qui le différencie de l'impôt sur la fortune existant dans d'autres pays européens ;
- c'est un impôt payable annuellement, sur la base d'une évaluation du patrimoine faite sur la valeur de l'actif au 1^{er} janvier de chaque année, en règle générale ;
- c'est un impôt qui comporte de nombreuses exonérations totales ou partielles, les plus connues des exonérations totales concernant les biens professionnels et les objets d'art ;
- c'est un impôt qui peut faire l'objet de deux types de réduction (l'une en fonction du nombre d'enfants du foyer et l'autre – sous certaines conditions – en fonction des revenus) ;
- c'est un impôt déclaratif (au 15 juin de chaque année pour les résidents français) ;
- c'est un impôt très concentré, et ce plus encore que l'IR, puisque 4,7 % des redevables à l'ISF (au-delà de la tranche à 3,8 millions euros en 2007) paient 47,6 % de son montant. Inversement, 48,4 % des assujettis se trouvent dans la première tranche et versent seulement 7,6 % de l'ISF et 87,8 % des assujettis sont dans les deux premières tranches et ne contribuent qu'à hauteur de 36 % à l'ISF.

Dès lors, le but de ce livre est simple et se résume en deux objectifs : en faire connaître parfaitement les mécanismes et permettre au contribuable d'optimiser son patrimoine pour réduire au maximum le montant de son impôt en respectant deux impératifs essentiels :

- conserver le meilleur rendement possible, donc ne pas acheter par exemple des terres agricoles à faibles rendements au simple motif qu'elles peuvent bénéficier de l'exonération de l'ISF. L'optimisation fiscale doit toujours prendre en compte la rentabilité intrinsèque de l'investissement ;
- rester dans la plus parfaite légalité.

2.

Les biens, droits et valeurs à déclarer.

« La location de scooters des mers (voir votre facture) ne rentre pas dans la rubrique biens immobiliers ».

Les perles du Trésor Public sur Internet.

Pour la personne « assujettie à l'ISF », un travail de recensement de ses biens s'impose.

Il est préférable, me semble-t-il, de distinguer les opérations liées au recensement des biens de celles liées à leur évaluation. Le lecteur sera peut-être surpris de cette démarche en deux temps, elle me paraît pourtant être le plus sûr moyen de dresser une liste exhaustive des biens, droits et valeurs, et de ne pas confondre l'inventaire de ceux-ci avec leur évaluation.

La meilleure manière de recenser ses biens consiste d'abord à les pointer dans la liste qui suit. Pour constituer cette liste, j'ai adopté, même si cette classification n'est pas toujours la plus rationnelle, et dans le but de faciliter la tâche du lecteur, la répartition des biens, droits et valeurs à déclarer telle qu'elle a été définie par l'administration fiscale. Cette classification recoupe les trois annexes de la déclaration n° 2725 qui répartit les biens en trois catégories :

Annexe 1 : immeubles bâtis ou droits réels immobiliers portant sur des immeubles bâtis.

Annexe 2 : immeubles non bâtis (terrains agricoles, à bâtir, bois et forêts, biens ruraux, donnés à bail à long terme), parts de groupements forestiers et fonciers.

Annexe 3 : droits sociaux, valeurs mobilières, liquidités, autres meubles.

2.1.

Les immeubles bâtis ou les droits réels immobiliers portant sur des immeubles bâtis.

Rappelons que, pour le *Code civil*, les immeubles sont de trois types : soit des immeubles par nature – le sol et ce qui y est attaché – soit des immeubles par destination, à savoir des meubles que l'on a affectés à l'usage d'un immeuble, comme du matériel d'exploitation qui y est attaché, soit enfin des immeubles incorporels, c'est-à-dire des droits réels portant sur des immeubles.

L'INSEE recense 33,04 millions de logements en 2009, dont 15,9 millions de maisons et 11,9 millions d'appartements. 58% des ménages sont propriétaires de leur résidence principale.

2.1.1.

La résidence principale.

C'est le bien le plus courant et celui dont la valeur est la plus élevée surtout pour les assujettis de la première tranche. Un abattement de 30% y est accordé. L'INSEE recense 27,8 millions de résidences principales en France en 2009.

2.1.2.

La ou les résidences secondaires.

On estime à 3,1 millions le nombre de résidences secondaires en France en 2009. Leurs propriétaires y passent en moyenne 44 nuitées par an.

2.1.3.

L'immobilier de rapport en direct.

Il s'agit des biens immobiliers détenus en direct (et non par l'intermédiaire d'une SCI ou d'une SCPI) et qui sont donnés en location. 1,5 millions de Français sont bailleurs de logements.

2.1.4.

Les monuments historiques.

Qu'ils soient affectés à la résidence principale ou secondaire, les monuments historiques détenus directement ou indirectement par un particulier font partie de son patrimoine imposable. Se reporter au chapitre I *Historique de l'impôt sur la fortune* pour les débats sur l'imposition des monuments historiques et au chapitre VI *Évaluation des biens* pour les modalités d'évaluation légèrement dérogatoires qui les concernent.

2.1.5.

Les biens immobiliers divers.

On dénombre les caves, les boxes ou places de parkings, les piscines, les tennis, les dépendances... On sait que des emplacements de parking donnés en location sans aucune prestation de services ne peuvent bénéficier de l'exonération applicable aux biens professionnels, et ce dès lors que les emplacements de stationnement étaient donnés en location en tant que locaux nus sans aucune prestation de services, que le contribuable déclarait les revenus tirés de la location de ces emplacements au titre de ses revenus fonciers, qu'il n'était pas inscrit au registre du commerce et des sociétés (arrêt DEBOISE, Cour de Cassation, 18 févr. 2004).

2.1.6.

Les terrains industriels.

Ce sont les terrains qui sont affectés à un usage industriel ou qui sont susceptibles d'y être affectés.

2.1.7.

Les droits immobiliers.

Les droits immobiliers correspondent à ce qu'on appelle la pierre papier, c'est-à-dire des titres qui donnent des droits indisponibles sur des biens immobiliers.

On recense dans les droits les SCI (Sociétés Civiles Immobilières) et les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier).

Pour chaque type de bien détenu directement, il faut définir la nature du bien (appartement dans un immeuble collectif, caves et parkings le cas échéant) ; noter l'adresse, en détailler les caractéristiques (surface totale du terrain, superficie totale habitable ou utile), nombre de pièces principales.

Pour chaque type de droits immobiliers, il faut noter l'adresse du siège de la société, l'organisme gestionnaire et, pour les SCI, les adresses des immeubles détenus.

2.1.8.

Les sociétés détenant de l'immobilier.

On sait que les sociétés à prépondérance immobilière (société dans laquelle la valeur brute des immeubles bâtis ou non bâtis, inscrits à l'actif du bilan et autres que ceux afférents à leur propre exploitation, dépassent 50 % de l'actif social) sont imposables à l'ISF, que ces sociétés appartiennent à des résidents ou à des non-résidents.

Il en est de même des sociétés sans prépondérance immobilière détenues par des personnes non résidentes sont imposables à l'ISF sur leur partie immobilière. Cette disposition nouvelle, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1999, élargit à toutes les sociétés ce qui, auparavant, ne concernait que les sociétés à prépondérance immobilière. Donc, sauf disposition plus favorable d'une convention bilatérale, les non-résidents qui détiennent en France des biens immobiliers paient l'ISF sur la quote-part de la société investie en biens immobiliers.

Ces informations devront être reportées sur l'annexe 1 de la déclaration 2725.

2.3.3.

Les valeurs mobilières cotées.

« L'économie de l'article 885T est l'un des plus beaux exemples - qu'il nous soit permis de méditer d'hommage du vice à la vertu ».

Philosophe anonyme du XXI^e, Maximes, Réflexions diverses.

L'article 885 T *bis* du *Code général des impôts* stipule que :

« Les valeurs mobilières cotées sur un marché sont évaluées selon le dernier cours connu ou selon la moyenne des trente derniers cours qui précèdent la date d'imposition ».

Indéniablement, il s'agit d'une preuve éclatante donnée par le fisc des qualités de la Bourse pour évaluer les sociétés cotées.

La question peut se poser de savoir si les valeurs inscrites sur le marché libre, marché non réglementé, mais seulement organisé par Euronext sont concernées par cet article. Certains éminents spécialistes estiment que non, il me semble que oui, car la lettre de la loi est suffisamment claire et que le marché libre est bel et bien un « marché » au sens de l'article 885 T.

La règle du dernier cours connu

Le dernier cours connu est, en général, le dernier cours du dernier jour de bourse de l'année civile précédente. Pour l'ISF à acquitter le 15 juin 2010, il s'agit du dernier cours du lundi 31 décembre 2009. Ce cours est publié par Euronext. Il est repris par les journaux financiers.

On peut, selon une instruction administrative, et à titre pratique, retenir les cours indiqués sur le relevé des titres que transmet l'établissement dépositaire du compte-titres du redevable (banque, société de bourse ou autre) au 31 décembre 2003. « Lorsque les titres sont inscrits sur un compte-titres ouvert auprès d'une institution financière ou d'un intermédiaire agréés, il convient de retenir la valeur boursière figurant sur le relevé au 31 décembre 1998 adressé au titulaire du compte par l'établissement gestionnaire dans la mesure où les estimations sont établies d'après le dernier cours connu à la date de l'arrêt. » Mais attention, pour certains titres qui n'ont pas fait l'objet de cotations sur une longue période (jusqu'à plus d'un an), le système informatique des intermédiaires inscrit parfois un cours égal à zéro. Il faudrait, en toute logique, rechercher le dernier cours coté. Ces cas sont tout à fait exceptionnels, mais ils existent.

Si certains titres ne sont pas inscrits sur un compte-titres, le redevable doit alors faire figurer leurs caractéristiques dans sa déclaration. Il les évaluera lui-même sur la base du dernier cours coté.

Pour les valeurs cotées à l'étranger, une difficulté supplémentaire (en général réglée directement par l'établissement dépositaire) apparaît, car il faut convertir les cours en devises sur la base du *fixing* du 31 décembre.

L'option pour la moyenne des 30 derniers jours.

Pourquoi les 30 derniers jours de Bourse, demanderont les curieux ? Il faut vraisemblablement y voir une réminiscence du célèbre (et catastrophique pour les finances publiques) emprunt Giscard, le 7 % 1973, dont la clause d'indexation stipulait que « le coupon et le capital avaient pour base de référence la moyenne des cours du lingot à Paris, pendant les 30 séances de Bourse ayant précédé le 1^{er} janvier ». Il est assez cocasse de constater qu'un impôt de gauche utilise une technique d'évaluation empruntée à une opération financière vilipendée (à juste titre) par la gauche : une ironie de l'Histoire sans doute...

L'évaluation retenue est égale à la moyenne des cours de chacun des 30 derniers jours de bourse de séance de l'année. Les établissements financiers fournissent ce type d'information appelé « relevé de cours ISF », soit gracieusement, soit moyennant une rétribution de 30 euros à 60 euros selon l'établissement.

Une instruction administrative du 28 octobre 1994 est venue utilement clarifier la notion de « cours moyen ». Elle précise que « des hésitations s'étant produites en ce qui concerne la définition de la notion de « cours moyen » compte tenu, notamment, de l'introduction à la Bourse de Paris du système de cotation assistée en continu (CAC), les précisions suivantes sont apportées : le cours moyen est constitué par la moyenne du plus haut et du plus bas cours de la séance ou à défaut par le seul cours du jour ».

Si le titre n'a donné lieu à aucune cotation pendant les 30 dernières séances de bourse, l'option consistant à évaluer ce titre d'après la moyenne des derniers jours de bourse n'est plus possible.

Au cas, bien improbable, où un contribuable déciderait de réaliser lui-même sa propre moyenne, il lui faudrait alors justifier, sur demande des services fiscaux, son calcul.

Pour les valeurs cotées à l'étranger et pour les maniaques, il est possible d'utiliser la méthode des 30 derniers jours de Bourse et de convertir d'après le taux de change aux dates considérées, ce qui nécessite un certain travail... pour le redevable ou pour son intermédiaire.

La possibilité de panacher pour chaque ligne du portefeuille.

L'option entre le dernier cours et la moyenne des cours existe pour chaque catégorie de titres, donc pour chaque ligne. Dans la pratique, le contribuable peut choisir, pour chaque ligne de son portefeuille-titres, le cours le plus bas, c'est-à-dire soit le dernier cours, soit la moyenne.

Enfin, il faut noter que le choix du mode d'évaluation le plus favorable s'étend aussi aux valeurs mobilières cotées sur une bourse étrangère. Il est dans ce cas rendu plus complexe par la variation quotidienne du taux de change.

Pour l'ensemble des valeurs mobilières cotées, la loi est parfaitement claire et il n'y a aucune possibilité d'abattement : la jurisprudence Desanges nous a utilement éclairés sur ce point. C'est également le sens de la réponse Feron parue au JO de l'Assemblée nationale du 30 décembre 1996 : « les actions acquises dans le cadre d'un plan d'options- de souscription ou d'achat d'actions sont à évaluer si elles sont cotées selon les règles prévues à l'article 885 T bis, leur indisponibilité temporaire n'affectant en rien leur valeur patrimoniale ».

L'évaluation des PEA et des PEP.

La réponse Baudot du ministre de l'Économie parue au JO du Sénat le 21 mai 1998 rappelle que les titres en PEA ou en PEP sont pris en compte pour leur valeur au 1^{er} janvier de chaque année, en dépit de leur indisponibilité temporaire et de la précarité de leur statut fiscal, qui ne peuvent affecter leur valeur patrimoniale.

3.4.

La dation.

La dation est une procédure de paiement d'un impôt en œuvres d'art définie par la loi du 31 décembre 1968. Le (noble) but de cette loi est « l'enrichissement des collections publiques en offrant au plus grand nombre la possibilité de contempler les chefs-d'œuvre ». Par transposition de la loi du 31 décembre 1968 sur le paiement des droits de mutation, « tout héritier, donataire ou légataire, peut acquitter les droits de succession par la remise d'œuvres d'art, de livres, d'objets de collection ou de documents de haute valeur artistique ou historique ». La loi du 18 janvier 2005 (n° 2005-32 article 88) a élargi la dation aux immeubles bâtis qui peuvent donc être également remis en paiement de l'ISF.

Dans ce cadre juridique, le Trésor public peut accepter la remise d'œuvres d'art, sous certaines conditions, comme un moyen de paiement de l'ISF. Même si certains fâcheux y voient la « résurgence d'un mode archaïque de prélèvement de l'impôt », la dation, au même titre que le viager, répond à une demande. D'ailleurs, les dations dépassent- le budget d'achat du ministère de la Culture. Cependant, la dation présente trois caractéristiques destinées à en limiter l'usage. Elle doit rester un moyen de paiement exceptionnel : « la dation est une modalité exceptionnelle de règlement des droits ». Elle ne peut concerner que les œuvres de grande valeur : « biens meubles ou corporels ou d'immeubles par destinations susceptibles d'être remobilisés, c'est-à-dire pouvant être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés ». Les immeubles sont donc expressément exclus de la dation en paiement. Pour jauger la valeur des œuvres, la commission d'agrément « se fait un devoir d'être attentive aux œuvres importantes qui auraient été insuffisamment étudiées ou mal comprises ». Il faut savoir qu'une extension de la dation aux immeubles situés dans les zones d'intervention du Conservatoire de l'espace littoral est possible.

Concernant la procédure à suivre par le redevable, l'offre de dation doit être déposée en même temps que la déclaration d'ISF auprès du receveur compétent. Elle est présentée en quatre exemplaires- accompagnés de deux photographies en couleur des objets proposés en dation et doit être rédigée conformément au modèle fixé par l'administration. Attention : si l'œuvre d'art a une valeur marchande supérieure à l'impôt, l'administration ne fait pas de crédit d'impôt (réponse ministérielle parue au JO de l'Assemblée nationale le 6 février 1984). Le dépôt d'une demande de dation suspend le versement des droits. Puis, dans le mois qui suit la notification d'agrément ou un an après le dépôt, le redevable doit payer les droits.

Il s'agit d'une procédure longue et minutieuse qui se déroule concrètement en quatre étapes.

Première étape : l'offre de dation faite par le contribuable auprès de la recette des impôts compétente. Le redevable dépose, dans le délai prévu à cet effet, une demande en quatre exemplaires avec des renseignements relatifs aux objets offerts, à la valeur libératoire proposée, ainsi que des informations concernant le demandeur. Cette offre est transmise au ministère de l'Économie- où elle fait l'objet d'un contrôle formel pour vérifier des points d'ordre juridique, comme l'origine de la propriété ou l'accord des co-indivisaires s'il y a lieu. Puis, le dossier est adressé à la Commission d'agrément pour avis. Celle-ci est composée de cinq membres, un représentant du Premier ministre qui en est le président, deux représentants du ministre du Budget, et deux de la Culture.

Seconde étape : l'instruction de la proposition du demandeur. La commission d'agrément demande l'avis du ministre concerné sur l'intérêt culturel de l'objet proposé, celui-ci nomme un représentant qui siège, avec voix consultative, à la Commission d'agrément. Cette dernière rend ensuite un avis sur l'intérêt artistique du bien et sur sa valeur libératoire. Elle peut à cette fin faire appel à des experts. Cet avis est transmis au ministre de l'Économie.

Troisième étape : la proposition d'agrément émane du ministre de l'Économie et des Finances. L'absence de réponse dans un délai d'un an équivaut à un refus. Dans la pratique, ceux-ci sont très rares.

Quatrième étape : l'accord du contribuable. Celui-ci est, bien sûr, indispensable à la réalisation de la dation. Si la valeur de l'œuvre est jugée inférieure à l'estimation du contribuable, alors ce dernier devra acquitter un complément de droits. Si la valeur est estimée supérieure, il n'aura pas de possibilité de recevoir une soulte.

Enfin, pour être tout à fait complet sur la dation, on précisera que si c'est la juridiction judiciaire (TGI, CA et Cour de cassation) qui tranche les contentieux de l'ISF, c'est la juridiction administrative qui est compétente pour trancher un recours dirigé contre un refus d'agrément d'une offre de remise d'immeuble : c'est en tout cas la position prise par la CAA de Paris dans son arrêt MOCCHI du 11 mai 2000.

En moyenne, la dation représente 15 millions d'euros par an, mais pour l'ensemble des impôts qui peuvent être payés de cette manière (à savoir les droits de succession, les droits de donation et l'ISF). Le ministre de l'Économie ayant même précisé (réponse DUCOUT, JO AN, 15 mars 1999), que « cette procédure a permis notamment l'entrée en 1998 dans les collections publiques d'œuvres importantes de PICASSO et de RENOIR ». Et d'ajouter, avec une certaine grandiloquence : « cette procédure atteste de l'intérêt des pouvoirs publics pour l'enrichissement des collections nationales ».

Quatrième partie

LES RELATIONS AVEC LE FISC ET L'OPTIMISATION FISCALE

Chapitre X

Le contrôle et le contentieux de l'ISF

« C'est rarement le gibier le plus vigoureux qui est attrapé par les chasseurs. »

Maurice-Christian BERGERES, Bordeaux IV, « *L'arsenal législatif contre les expatriations fiscales* », in *Droit fiscal* n° 5, 2001.

Le mythe du contrôle fiscal

Les contrôles fiscaux constituent un élément essentiel des pouvoirs conférés par la loi à l'administration fiscale, mais il y a trop souvent une confusion sur le terme dans l'esprit du grand public qui assimile contrôle fiscal et inquisition nécessairement conflictuelle : dans l'immense majorité des cas, le redevable n'a même pas conscience d'avoir été contrôlé. Il subit alors ce que l'administration qualifie de « contrôle sur pièces » (près de deux millions par an sur les 35 millions de foyers fiscaux) qui se traduit par un examen de son dossier dans les locaux de l'administration. Le véritable contrôle fiscal, à savoir l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle (plus connu sous le sobriquet de « la totale » chez les agents du fisc), frappe moins de 5 000 contribuables par an, mais se traduit dans plus de 75 % des cas par un redressement. En matière pénale, 862 plaintes sont déposées par l'administration.

Pour l'ensemble des contrôles et pour l'ISF en particulier, le contrôle sur pièces est donc la règle, le contrôle fiscal externe, l'exception.

La DGI précise que les déclarations dont le passif est supérieur à 25 % de l'actif sont étudiées de près, tout comme celles qui utilisent le calcul du plafonnement ou encore celles mentionnant un patrimoine immobilier composé de biens ou de participations dans plus de cinq sociétés immobilières, et enfin celles dont l'actif net est inférieur... au seuil d'imposition de 790 000 euros.

Comme on peut le constater, l'administration est loin d'être démunie face à d'éventuelles tentatives de fraude : nous étudierons dans un premier temps son droit de contrôle, puis le mécanisme du contentieux devant l'administration fiscale, et enfin les procédures judiciaires.

Pour l'ensemble des contrôles fiscaux, le montant des droits rappelés (c'est-à-dire des redressements) sont faibles pour l'ISF. En 2005, les contrôles de bureau ont permis de rappeler 198 millions euros d'ISF supplémentaire (contre 76 millions d'euros en 2004) et les contrôles externes 16 millions d'euros (comme en 2004).

1. Le droit de contrôle de l'administration

« Pour vivre heureux, vivons cachés. »

La sagesse populaire.

Le droit de contrôle de l'administration est fortement encadré par des textes stricts. Il n'en demeure pas moins qu'elle dispose de moyens d'information très importants pour assurer la vérification des déclarations. Les textes applicables sont réunis dans deux livres : le CGI et le nouveau Livre des procédures fiscales pour le contrôle de l'assiette des impôts sur le revenu et des droits de succession.

1.1.

Les délais de reprise.

Le délai de reprise, encore appelé délai de prescription, est le délai pendant lequel l'administration peut contester le montant de l'ISF déclaré. La règle veut que ce délai soit le même que pour les droits de succession. Dans la pratique, on distingue deux délais.

Premier cas : le redevable a souscrit une déclaration, sans omettre de biens. L'administration ne peut alors le poursuivre que pour insuffisance d'évaluation. En effet, dans ce cas et selon le Livre des procédures fiscales, l'administration avait la possibilité de constater l'existence des biens. Dès lors, elle ne dispose que de trois ans plus l'année en cours pour déclencher un contrôle fiscal en bonne et due forme (il s'agit donc des mêmes règles de prescription que pour l'IR et pour les droits de succession).

Exemple 1 : *pour la déclaration d'ISF du 15 juin 2010, sur la base du patrimoine au 1^{er} janvier 2010, l'administration pourra poursuivre un redevable qui a effectivement déposé une déclaration et pour les biens mentionnés dans la déclaration jusqu'au 31 décembre 2013.*

Exemple 2 : *depuis 1^{er} janvier 2010, l'administration ne peut plus contrôler la déclaration d'ISF régulièrement remplie au titre de l'année 2006.*

Deuxième cas : assujéti à l'ISF, le redevable n'a pas fait de déclaration ou a omis un ou plusieurs biens dans sa déclaration. L'administration peut poursuivre le recouvrement pendant une durée de dix ans : c'est la nouvelle prescription sexennale (6 ans) qui s'applique- depuis la loi TEPA (10 ans auparavant, cette prescription s'applique à tous les contrôles engagés avant le 1^{er} juin 2008 selon l'instruction du 3 janvier 2008 -BOI 3 L-1 08). Les 6 ans courent à compter du jour du fait générateur de l'impôt au 31 décembre de la sixième année qui suit ce fait générateur.

Cette règle a une conséquence importante, un contribuable qui ne déclare pas ses biens professionnels, dont la qualification serait contestée par le fisc se verra opposer la prescription décennale.

Pour la déclaration en 2009, le délai de prescription court jusqu'au 31 décembre 2015.

De la même manière, pour le contrôle de la qualification des biens professionnels déclarés, le délai de reprise est décennal (LPF, article L.186), car dans ce cas, l'administration est nécessairement conduite à procéder à des recherches ultérieures pour prouver l'existence des droits éventuellement omis. En revanche, la remise en cause du bien-fondé d'éléments du passif dûment déclarés et justifiés relèvera du délai de réponse abrégé si la déclaration comportant un actif net supérieur au seuil d'imposition a été régulièrement déposée (réponse Feron, JO de l'Assemblée nationale du 29 avril 1996). Enfin, ces deux délais de prescription sont allongés de deux ans en cas de découverte d'agissements frauduleux, ayant entraîné le dépôt d'une plainte tendant à l'application de sanctions pénales.

La frontière entre les prescriptions triennale et décennale n'est pas aussi claire qu'elle le paraît de prime abord. On peut affirmer toutefois que, pour de simples redressements sur l'évaluation des biens, c'est dans tous les cas la prescription triennale qui s'applique. En revanche, si le fisc doit effectuer des « recherches ultérieures », il peut, à bon droit, réclamer l'application de la prescription décennale : c'est le cas par exemple pour des déclarations seulement partielles. La cour de cassation a ainsi estimé, dans son arrêt KETRING du 20 février 2007 que le contrôle de la qualification professionnel des actions en litige exigeait des recherches ultérieures qui impliquaient donc la prescription décennale (qui est devenue depuis le 1^{er} juin 2008 la prescription sexennale). À ce sujet, la doctrine administrative, rappelée par le ministre dans la réponse Feron précitée, précise que le délai de trois ans s'applique « lorsque l'exigibilité des droits omis a été suffisamment révélée par la déclaration, et sans qu'il soit nécessaire de recourir à des recherches ultérieures ». Ainsi l'arrêt de la cour de cassation du 30 mai 2007 a jugé que la contestation sur la valeur des biens est couverte par la prescription triennale : un contribuable qui déclare ses biens sans indiquer la méthode d'évaluation a donc droit au bénéfice de la prescription de 3 ans. L'arrêt de la Cour de cassation du 27 janvier 1998 Bourlon de Rouvre a fait droit à la demande du fisc d'appliquer le délai de 10 ans pour des informations qui ne figuraient pas dans la déclaration d'ISF, et alors même que le fisc en avait connaissance, au motif que « l'administration devait se référer à d'autres actes relatifs à d'autres impositions pour d'autres années, rendant ainsi nécessaire de recourir à des recherches ultérieures et entraînant de ce fait la prescription décennale ». On ne soulignera jamais assez les charmes discrets des délais de prescription... En outre, dans son arrêt Mergui du 18 janvier 2001, la CA de Versailles a estimé que le contribuable, qui n'avait pas déclaré ses certificats d'indemnisation de rapatrié, n'avait pas suffisamment révélé à l'administration ces droits, alors même que, selon le contribuable, le fisc ne pouvait ignorer l'ensemble de ses créances émises par l'État. En conséquence, la Cour a estimé que le délai de prescription était, en l'espèce, de dix ans.

La durée de la prescription peut être suspendue, en règle générale, par la notification d'une proposition de redressement, mais aussi par d'autres : on mentionnera les citations en justice ou les actes du contribuable qui reconnaît une dette vis-à-vis du Trésor (comme la demande d'un délai de paiement). Attention, l'interruption du délai de prescription ouvre un nouveau délai de « même nature et de même durée ». Toutefois, dans son arrêt GIRON du 27 mars 2001, la Cour de cassation estime – contrairement à l'analyse du Conseil d'État valable pour la prescription de l'IR – que le fisc qui avait lancé un premier redressement qui visait le passif (successoral en l'espèce) n'interrompait pas la prescription relative à l'évaluation des meubles.

La cour de cassation, dans son arrêt du 28 février 2006 a indiqué que le droit de reprise de l'administration à l'égard de la créance fiscale découlant d'un redressement lié à une question de plafonnement de l'ISF ne peut pas courir tant que les dettes d'impôt sur le revenu qui résultent des propositions de rectification adressée au contribuable dont l'issue conditionne le niveau de plafonnement ne sont pas certaines.

En sens inverse, la cour de cassation applique, au fiscal comme au pénal, l'adage latin « *contra non valet agere non currit praescriptio* » la prescription ne court pas contre quelqu'un qui est empêché d'agir que ce soit du fait de la loi, d'une convention ou de la force majeure.

Chapitre XI

Comment optimiser son ISF.

« *Ne pas prévoir, c'est déjà gémir* ».

Léonard DE VINCI.

« En raison même de la sociologie des redevables et de leurs capacités contributives, les possibilités qu'ils ont d'obtenir les meilleurs conseils en vue d'une optimisation fiscale sont importantes. Elles sont mêmes consubstantielles à la gestion de tels patrimoines en raison des sommes d'impôt en jeu ». Bref, au-delà d'un vocabulaire quasi théologique, le rapporteur Migaud aurait pu résumer ces propos, en paraphrasant une célèbre référence au film « Une époque formidable », par la formule lapidaire (révérence parler) « salauds de Riches ! ».

Impôt symbolique et médiatique, l'ISF n'est pas près d'être supprimé, d'autant qu'une bonne partie de la classe politique est persuadée que l'échec de la droite aux présidentielles de 1988 est largement dû à l'erreur politique qu'aurait constitué son abrogation. Le constat du solide enracinement de l'ISF dans le paysage fiscal français nous oblige donc à mettre en place des stratégies patrimoniales sur plusieurs années. Pour l'ISF, à la différence de l'IR, les décisions prises pour répartir son patrimoine ont en effet des conséquences à moyen et long terme. En voici un exemple simple : on a vu dans le chapitre VI *Les biens exonérés en tout ou partie*, que les rentes qui ont le caractère d'une retraite sont totalement exonérées d'ISF : on ne prend pas en compte leur valeur de capitalisation car elles n'ont pas, à la différence des rentes viagères servies par les compagnies d'assurance, de valeur de rachat. Les redevables qui le peuvent ont donc intérêt à transformer une partie de leur patrimoine dans l'acquisition de points de retraite. L'exemple le plus connu de l'application de cette stratégie fiscale simple est celui de la retraite des anciens combattants, qui concerne théoriquement les quatre millions d'anciens combattants recensés, mais qui n'est mise à profit que par le tiers d'entre eux.

Compte tenu de l'horizon des placements, une règle de base doit être respectée pour la mise en place de ce qu'on appelle souvent pompeusement chez les gestionnaires de patrimoine « une démarche patrimoniale » : « Pas d'improvisation, pas de précipitation. »

Cinquième partie

FAITS ET CHIFFRES SUR L'ISF

Chapitre XII

Statistiques sur l'ISF

« Mieux vaut avoir vaguement raison que précisément tort ».

KEYNES.

On sait qu'il existe trois grands types de mensonges, les mensonges simples, les mensonges aggravés et les statistiques. Avant de se pencher sur les chiffres issus des enquêtes réalisées sur la base des déclarations d'ISF, il faut être conscient des limites de l'exercice. Aucune déclaration n'étant parfaitement fiable (c'est la raison pour laquelle le législateur a maintenu un droit à l'erreur de 10 % pour les déclarations d'ISF, alors qu'il n'est que de 5 % pour l'IR), aucune statistique provenant de ces données ne saurait être parfaitement juste. Cela dit, on s'intéressera ici, non pas aux précisions données par les centièmes de pourcentage, mais aux grandes tendances que révèle le traitement de l'ISF.

Du point de vue statistique et académique, il faut bien le reconnaître, l'ISF est un formidable outil d'évaluation des fortunes en France. La création d'un impôt sur le patrimoine, d'abord appelé Impôt sur les grandes fortunes de 1982 à 1985, puis Impôt de solidarité sur la fortune à partir de 1988, n'a certes pas rempli son objectif initial qui devait être de rétablir la justice sociale (est-ce une surprise ?), et plus particulièrement à partir de 1988 de financer la création du RMI. En effet, en 2003, l'ISF a rapporté environ 2,5 milliards d'euros et le RMI a coûté près du double, mais depuis le rendement de l'ISF progresse puisqu'il a atteint 4,4 milliards d'euros en 2007. En revanche, cet impôt s'avère un excellent instrument de mesure des patrimoines en France car, même s'il ne tient pas compte de l'outil de travail et des œuvres d'art, il permet de mieux cerner la classe des « millionnaires », des personnes qui, sans être très riches (les milliardaires sont ceux qui détiennent des entreprises prospères et qui sont donc ipso facto exonérés) représentent environ 530 000

ménages en France en 2007, soit un peu moins de 2 % des foyers. Données d'autant plus précieuses que le 16^e rapport du Conseil des impôts publié en juin 1998 le rappelle avec autant de force que de raison : « le patrimoine des ménages reste relativement mal connu ».

Après avoir précisé dans quelles mesures (compte tenu de la nécessaire confidentialité de l'impôt), les informations relatives à l'ISF et à ses redevables sont accessibles, nous reproduisons dans ce chapitre des informations chiffrées qui concerne successivement le nombre des redevables et le rendement de l'ISF, puis le profil sociologique des redevables.

1. L'origine des données sur l'ISF.

1.1. L'accès à l'information et la confidentialité de l'ISF

La loi oblige l'administration à révéler à qui le demande le montant de l'IR acquitté par tous les contribuables mais pas de l'ISF. À une seule condition : dépendre de la même direction des impôts que celui dont on souhaite connaître les ressources. Il suffit de se rendre au service de la direction des services fiscaux à laquelle on est rattaché, muni de ses papiers d'identité et d'un avis d'imposition récent. Les informations disponibles sont « l'assiette de l'impôt sur le revenu et (...) la contribution exigée après avoir fiscal ».

Celui qui a obtenu de cette manière des renseignements sur un autre contribuable ne peut cependant pas les rendre publics : il serait alors passible d'une amende qui peut atteindre le montant de l'impôt divulgué.

1.2. Le traitement automatisé des données de l'ISF.

Un arrêté du 5 janvier 1990 a autorisé la création du traitement automatisé de l'ISF à la Direction générale des impôts. Il stipule dans son article 2 que « le traitement a pour finalité la gestion des déclarations à l'ISF. » L'article 3 précise : « Les informations traitées pour la gestion des déclarations sont les suivantes : noms, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, situation matrimoniale, adresse ; valeur des éléments d'actif composant le patrimoine du redevable ou leur évaluation, en distinguant : les immeubles, la résidence principale, les autres immeubles bâtis, les forêts, les biens ruraux donnés en location à long terme, les autres immeubles non bâtis, les biens meubles, les droits sociaux, les autres valeurs mobilières, les liquidités, les autres biens meubles, les biens liés à l'exercice d'une activité principale professionnelle, le montant de l'impôt ». L'article 6 fixe des limites à l'utilisation de ces informations : « aucune liste nationale n'est établie. Ne sont éditées que des listes adressées à chaque centre des impôts. Ces listes ne constituent qu'un élément d'information parmi ceux dont disposent ces centres ». Dans le souci de la protection des redevables, l'article 9 signale : « le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi n° 78-17 du 16 janvier 1978 s'exerce auprès du centre des impôts du domicile fiscal du déclarant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ». Dans le même sens, l'article 10 précise : « en dehors des agents de la Direction générale des impôts qui en sont normalement destinataires dans le cadre de leurs attributions, ces informations ne peuvent être communiquées qu'aux personnes ayant qualité pour les connaître en vertu des dispositions législatives. En application de la loi n° 86-1305 du 23 décembre 1986, les données du traitement ISF rendues anonymes peuvent être cédées à l'INSEE et aux organismes statistiques ministériels en vue de réaliser des études ou des enquêtes statistiques ».

2.

Le nombre de redevables et le rendement de l'ISF.

« Quelques impôts sont visiblement imperméables aux à-coups de la conjoncture économique. C'est le cas de l'ISF ».

La DGI.

2.1.

L'évolution du nombre des redevables.

Année	Produit ISF (Md E)	Var ISF	Nb redevables	Var redevables
1989	0.692	-	126 300	-
1990	0.924	+33,3 %	140 461	+11,2 %
1991	0.980	+6,2 %	150 177	+6,9%
1992	1 069	+8,9%	157 666	+5,0%
1993	1 098	+2,8%	163 125	+3,5%
1994	1 268	+15,4%	171 706	+5,3%
1995	1 299	+2,5%	175 926	+2,5%
1996	1 349	+4,6%	174 726	-0,7%
1997	1 540	+12,8 %	178 899	+2,4 %
1998	1 677	+10,7%	192 734	+7,7%
1999	1 936	+14,5%	212 008	+10,0%
2000	2 424	+24,9%	244 656	+15,4%
2001	2 668	+9,5%	268 448	+9,7%
2002	2 461	-7,4%	281 434	+4,8%
2003	2 335	-5,1%	296 795	+5,5%
2004	2 646	+13,3%	333 493	+12,4%
2005	3 076	+16,3%	394 518	+18,3%
2006	3.64	+18,3%	456 856	+15,8%
2007	4 417	+21%	527 866	+15,5%

2008	3 810	-14 %	565 966	+7 %
2009	3 130	-18%	539 000	-5%

Entre 1997 et 2009, le nombre de redevables à l'ISF est passé de 178 899 à 539 000, soit plus du triple.

Annexes

Annexe 1

Articles du CGI sur l'ISF

Section I : champ d'application

1° : Personnes imposables

Article 885 A

Modifié par LOI n° 2008-776 du 4 août 2008 – art. 121

Sont soumises à l'impôt annuel de solidarité sur la fortune, lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à la limite de la première tranche du tarif fixé à l'article 885 U :

1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France ou hors de France.

Toutefois, les personnes physiques mentionnées à l'alinéa précédent qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison de leurs biens situés en France.

Cette disposition s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, et ce jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France.

Sauf dans les cas prévus aux a et b du 4 de l'article 6, les couples mariés font l'objet d'une imposition commune.

Les conditions d'assujettissement sont appréciées au 1^{er} janvier de chaque année.

Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil font l'objet d'une imposition commune.

Les biens professionnels définis aux articles 885 N, 885 O, 885 O bis, 885 O ter, 885 O quater, 885 O quinquies, 885 P et 885 R ne sont pas pris en compte pour l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Annexe 2

Lexique et index alphabétique

On ne retiendra dans ce lexique que l'acception des mots « au sens de l'ISF », c'est-à-dire leur emploi en rapport avec ce livre. Ainsi, dans ce lexique, comme dans ce livre, le terme « administration » désigne uniquement l'administration fiscale et non pas l'administration au sens large. La définition des bijoux de collection adoptée ici est celle qui est donnée par l'administration fiscale, à savoir les bijoux poinçonnés avant 1838, et non pas celle du sens courant (à savoir « petit objet précieux »). Enfin, les antiquités sont entendues, conformément à la définition de l'administration, comme étant « tous les objets ayant plus de cent ans » et non pas selon l'acception usuelle : « objets d'art et meubles anciens » qui est beaucoup plus large.

Pour les sigles ou les groupes de mots, toujours se référer au premier terme : pour trouver la signification de « moyenne entreprise patrimoniale », voir à « moyenne ».

À partir d'un sigle inconnu, chercher d'abord sa signification en page Abréviations, au début de ce livre, puis se reporter au groupe de mots correspondant.

Abandon : appelé également « avis d'absence de redressement », il s'agit d'un document adressé au redevable qui a fait l'objet d'un contrôle pour lui notifier que ce contrôle n'a donné lieu à aucun redressement.

Abattement à la base : diminution forfaitaire de la base d'imposition.

Les parts de GFR font l'objet d'un abattement à la base des 3/4 de leur valeur.

Abus de droit : pratique ou montage adoptés à seule fin de se soustraire à l'impôt. Réprimé selon une procédure spécifique prévue par la loi et qui, après avis du Comité consultatif des abus de droit, renverse la charge de la preuve en obligeant le redevable à prouver sa bonne foi.

La vente fictive d'un bien à un tiers qui ne le paie pas, uniquement pour soustraire ce bien de son patrimoine imposable à l'ISF, constitue un abus de droit.

Achalandage : ensemble des clients d'un commerce.

Annexe 3

Liste des conventions fiscales signées par la France concernant l'ISF.

Annexe 5

Le bêtisier de l'ISF

Innovation majeure de la 4^e édition, ce bêtisier, encore très embryonnaire est amené, comme celui de son frère *L'Impôt sur le Revenu*, théorie et pratiques à croître et embellir tant la matière est dense en ce domaine. Afin de respecter l'indispensable ordre protocolaire nécessaire à la cohésion de sociétés modernes, nous étudierons dans un premier temps les propos du Président de la République, puis ceux du Premier ministre.

« En ce qui concerne les indemnités personnelles de Jacques CHIRAC, il s'agit de sommes qui, par nature, ne peuvent faire l'objet d'aucune déclaration ».

Communiqué de l'Élysée du 21 juillet 2001, qui constitue une utile contribution au débat relatif à l'obligation qu'aurait un contribuable qui a touché des fonds secrets d'avoir à les déclarer dans ses diverses- déclarations de patrimoine (ni dans sa déclaration de patrimoine en tant qu'homme politique, ou dans sa déclaration d'ISF). On ne conseillera pas aux assujettis de suivre cette analyse pour leur déclaration. En effet, si cette hardie analyse émane d'une haute autorité de l'État, elle n'est malheureusement, pour les contribuables, pas de nature à s'insérer dans la doctrine administrative de l'ISF et donc en aucun cas opposable au fisc...

« J'ai une psychologie de paysan : je garde beaucoup de liquide ».

Explication limpide de M. Roland DUMAS à la question du tribunal sur la dizaine de millions (de francs) qui a transité par ses comptes personnels entre 1989 et 1997 et qui aurait été « ignoré de l'administration fiscale » selon le parquet.

Annexe 7

Index noms communs

A

Abus de droit 33' 89' 376' 377' 378' 386' 412' 420' 421' 423' 425' 426' 489' 490' 496

Antiquité 158' 210' ²¹¹, 213, 215' 216' 363

Art 8' 10' 15' 19' 23' 32' 33' 34' 39' 53' 54' 55' 64' 68' 98' 129' 151' 157' 158' 210' 211' 212' 213' 214' 216' 231' 259' 304' 331' 337' 338' 341' 363' 389' 394' 406' 407' 413' 431' 453' 489' 501' 514

Assurance-décès 219, 415' 493

Assurance-vie 17' 117' 148' 219' 300' 324' 340' 382' 415' 419' 493

B

Barème 5' 8' ^{11, 18}, 39' 43' 44' 134' 195' 219' 246' 261' 285' ³⁰¹, 317' 327' 415' 420' 437' 438' 494' 505' 511' 524

Bons anonymes 31' 37' 158' 219' 228' 415' 493

Bons de capitalisation 145' 219' 300' 414' 493

Bouclier fiscal 5' 50' 219' 352' 353' 415' 454' 493

